

MONTHEY Invités par les membres du Groupement d'entreprises de la région (GEC), deux conseillers d'Etat vaudois et valaisan ont débattu autour de plusieurs sujets intercantonaux.

Croire en l'avenir du Chablais

FABRICE ZWAHLEN

Invités à débattre – ou plutôt à répondre à des questions – par les membres du Groupement d'entreprises du Chablais (GEC), les conseillers d'Etat en charge de l'économie vaudoise (Philippe Leuba) et valaisanne (Jean-Michel Cina) ont répété tout le bien qu'ils pensaient de la région, jeudi soir au Théâtre du Crochetan.

«Son côté intercantonal est une chance qui ouvre des perspectives», a souligné, d'emblée, Philippe Leuba. «Sa capacité de développement est incontestable avec des loyers plus bas que dans d'autres régions. Sans parler des possibilités encore existantes de croissance économique des sites comme Aigle ou Villeneuve.»

Pour le PLR, la diversification de l'économie régionale est un atout clé pour l'avenir.

Concernant le sentiment d'éloignement par rapport aux chefs-lieux cantonaux, Jean-Michel Cina préfère mettre en exergue «la proximité de Monthey de l'arc lémanique plutôt que de son éloignement de Sion». Pour son homologue, les distances sont à relativiser comme les problèmes qui en découlent.

Concernant la construction du futur hôpital Riviera-Chablais, plusieurs spectateurs n'ont pas caché leurs craintes de voir leurs entreprises n'obtenir qu'une faible tranche du gâteau. Philippe Leuba a rassuré l'auditoire – les procédures et lois seront respectées – et rappelé que le choix d'attribuer le marché à une entreprise générale découle d'une volonté d'éviter une kyrielle de nouveaux recours. «La construction du futur Campus EPFL à Sion ne suivra pas cette logique», dit Jean-Michel Cina.

S'inspirer de la Broye

Au sujet du Chablais français, l'élu PLR serait favorable à la création de navettes (bus) afin de désengorger les routes à l'ins-



Les conseillers d'Etat en charge de l'économie Philippe Leuba et Jean-Michel Cina ont débattu, jeudi soir au Théâtre du Crochetan à propos du Chablais, de son présent et de son futur. LDD

PLUS DE CENT MEMBRES POUR LE GEC

Depuis quinze ans, le Groupement d'entreprises du Chablais (GEC) a pour but d'offrir une plate-forme d'échanges aux responsables des 111 entreprises de l'entité qui représente un tiers des emplois de la région. Buts de la démarche: se connaître entre membres et créer des liens afin de développer des synergies, renforcer les relations entre les deux rives du Rhône, contribuer au développement économique du Chablais et soutenir la création de nouvelles entreprises. Au fil des ans, le GEC a cherché à se faire connaître afin de devenir un interlocuteur de poids dans les relations avec les pouvoirs publics, à tous les échelons, en matière de développement économique, des deux côtés du Rhône. «Nous avons l'habitude de nous retrouver trois à cinq fois par an à l'occasion de visites ou de conférences», précise le coprésident du GEC et directeur de Famsa SA, Luis Ricardo. L'institution a été créée en 1998 par l'OIDC sur l'initiative d'entrepreneurs de la région. FZ

tar de ce qui a déjà cours à la Vallée de Joux pour les salariés travaillant dans l'horlogerie. Un Philippe Leuba qui estime qu'il faudra créer un outil de promo-

tion économique commun à l'ensemble du Chablais. Plus globalement, «votre région pourrait s'inspirer de la Broye qui sait peut-être parler davantage d'une seule

voie» sur les divers dossiers qui la concernent. En clair, améliorer la gouvernance... «Malgré le non à Chablais Agglo, il faut continuer de réfléchir, ensemble, sur l'avenir des zones industrielles et avoir des visions communes de développement. Cette région n'a pas vocation à devenir une cité-dortoir. Je crois fortement en son évolution.»

Conséquences bien réelles

«N'oublions pas que du côté valaisan, cette région est la plus dynamique du canton», dit son collègue. «Maintenant, si dans certains cas on pouvait simplifier les procédures afin que le rythme des décisions soit en osmose avec les attentes de la population et de l'économie...», ajoute le Vaudois. Au sujet du dossier du futur terminal rail-route de Monthey,

Vaud ne semble pas enclin à investir. «Les cantons peinent à créer des financements conjoints au niveau des infrastructures publiques. Je crois que c'est un axe à creuser», résume Philippe Leuba.

Enfin, l'introduction de quotas sur l'immigration acceptée par le peuple le 9 février ne laisse pas insensible Jean-Michel Cina: «Des contingentements pour les travailleurs frontaliers vont apparaître.»

«Il faut parler d'une inquiétude généralisée pour l'économie vaudoise, dont plusieurs secteurs sont tributaires de la main-d'œuvre étrangère», conclut, soucieux, Philippe Leuba. Pour Vaud, 52 000 personnes sont concernées en droite ligne par la future loi. ◉